L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL—NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 25 JANVIER 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 25 JANVIER 1850.

LEGISLATURE.

Nos lecteurs savent déjà que nous avons à Baton-Rouge un correspondant chargé de nous transmettre régulièrement le compte-rendu des séances de la Législature. Le rapport de la séance de mardi ne nous est malheureusement pas parvenu; la lettre de notre correspondant est sans doute restée à bord du steamer.

Nous allons donc résumer en quelques lignes les travaux de la seconde session de la Législature.

A la Chambre des Représentans, M. Tourgeot (whig), des Attakapas, a été nommé porter, MM. Briant et Montreuil (whigs), traducteurs, M. Huard (whig), commis aux entôlemens.

Le Sénat s'est réuni à la Chambre pour compter les voix reçues à la dernière élection. Les retours de Jefferson, d'Ouest Baton-Rouge et de Ste-Hélène, n'ayant pas été faits selon la forme rigoureuse prescrite par la loi, il s'est élevé un débat sur la question de savoir s'ils ne seraient pas exclus du vote. Le Sénat s'étant retiré, la Chambre a décidé que tous retours seraient comptés.

Les membres du Sénat s'étant de nouveau présentés dans l'enceinte de la Chambre, le député-gouverneur a proclamé le résultat. Voici le vote de l'Etat.

VOIX.		VOIX.
Joseph Walker,	18,566	D. F. Kenner, 17,778
Alex. Declouet,	17,553	Louis Bordelon, 17,562
J. B. Plauché,	18,300	Zénon Ledoux, 17,385

Les deux Chambres se sont ensuite ajournées à mercredi, le 23.

Correspondance de l'Abeille.

Baton-Rouge, 23 janvier 1850.

Le Sénat s'est réuni conformément à l'ajournement.

M. Ledoux a délivré un message du gouverneur.

M. Dufour a introduit la résolution suivante:

Résolu que les nouveaux comtés en permanence soient ainsi nommés: un comté sera en amendements à faire à la constitution;—un comité sur les institutions charitables, composé de 3 membres.

M. Dufour a présenté un acte relatif aux notaires publics, par lequel toute personne pourra prendre une licence de notaire, en donnant une sécurité de $10,000 et elle doit exercer dans les paroisses d'Orléans et Jefferson, et de $2000 pour les autres paroisses. Le même membre a présenté un acte pour pourvoir et punir l'enlèvement de personnes blanches.—Ces deux bills ont été lus pour la première fois, et sur motion, après la 2de lecture, référés au comité judiciaire.

Le Président a soumis le rapport du Secrétaire d'Etat et celui du Trésorier, sur les transactions du bureau de Circulation durant les années 1848 et 49.

Deux bills pour faire droit aux demandes de R. E. Hammet et F. Vienne ont été lus et référés au comité des réclamations; puis le Sénat s'est ajourné.

Chambre.—La Chambre s'est réunie.—38 membres présents.

On procède à la nomination de cinq commis aux enrôlements. MM. Warner, de la paroisse Washington; G. N. Smith, d'Orléans; Agniac, d'Orléans; Easton, de St Martin, et Starke, ont été élus.

Un comité pour réviser les réglements de la Chambre est nommé.

La Chambre donne son concours à la résolution suivante, venant du Sénat

Résolu, qu'un comité spécial et nommé de cinq membres du Sénat et de onze membres de la Chambre, soit nommé pour s'enquérir des lois actuelles sur l'exercice et l'emploi des levées, dans cet Etat. Ledit comité aura plein pouvoir de faire comparaître des personnes et de se procurer tous les documents nécessaires afin d'arriver à décider quel serait le meilleur moyen à employer pour exiger les fréquentes mutations occasionnées par le Mississipi; ce comité devant faire rapport dans le plus bref délai.

L'Orateur n'a pas désigné les membres qui devront composer le comité de la part de la Chambre, mais celui du Sénat se compose de MM. Van-Winkle, Dufour, Richer, Boudousquié et Clark.

L'orateur nomme MM. Stark, Connelly et Ellam, du comité qui devra, conjointement avec MM. Dew et Moore examiner les comptes du trésorier Jos. Walker.—Il nomme ensuite un comité pour s'occuper des dispositions à prendre pour l'inauguration.

Le sergent-d'armes est autorisé à souscrire à treize journaux pour l'usage de chacun des membres, durant la session.

La Chambre s'ajourne.

Nouvelles d'Europe.

La malle d'hier nous a transmis nos journaux français: nous leur empruntons tous les détails que nous n'avons pas encore publiés.

CONGRES.

Sénat.—M. Seward présente une pétition de deux cent vingt-cinq citoyens demandant l'admission de l'esclavage dans le district de Columbia. Un membre ayant demandé la réception de la pétition, cette proposition est déposée sur le bureau à une majorité de 32 voix contre 16.

M. Benton introduit un bill proposant à l'Etat du Texas de réduire ses frontières et de céder à l'Union le territoire éloigné qu'il réclame. Ce bill, après quelques observations de M. Benton, est référé au comité judiciaire.

M. Foote présente un bill pour l'organisation d'un gouvernement territorial dans la Californie, à Deseret et dans le Nouveau-Mexique et pour l'admission de la Californie et de San Jacinto, au Texas, dans l'Union. Après un discours de M. Foote, le bill est référé au comité judiciaire.

M. Butler, du comité judiciaire, rapporte un bill relatif à l'arrestation et à l'extradition des esclaves fugitifs.

Le Sénat après avoir siégé quelques instans à huis-clos s'ajourne.

Chambre des Représentans.—Cinq scrutins successifs pour la nomination d'un portier restent sans résultat. A la dernière épreuve, les voix se divisent de la manière suivante: M. Tufts, de l'Indiana, 98 voix; M. Cole, 45; M. Flood, 51; voix perdues, 15.

La Chambre s'ajourne.

Nomination diplomatique.—M. Edward Joy Morris, de la Pennsylvanie, vient d'être nommé chargé d'affaires des Etats-Unis près de sa majesté le roi des Deux Siciles.

Rapports.—Une lettre de Key West, publiée dans le *Richmond Whig*, fixe le nombre total des navires qui se sont perdus sur la côte de la Floride durant les cinq dernières années à 179. Ces navires sont évalués à $5,673, les frais de sauvetage à $523,560 et les dépenses à $907,484. Le montant des pertes d'une seule année suffirait à creuser un canal à travers la péninsule, projet dont on parle depuis longtems et qu'on ne se hâte pas d'exécuter.

Une erreur.—Nous avons annoncé il y a quelques jours, sur la foi des journaux du Nord, que le commodore Connor était mort. Une dépêche de Washington nous apprend aujourd'hui que c'est une erreur. Ce n'est pas le commodore mais bien le capitaine Connor, commandant un garde-côte, qui a succombé le 12 de ce mois à Erie, dans la Pennsylvanie.

Havane.—Nous avons reçu des journaux de la Havane jusqu'au 30 courant. Ils nous apprennent que des pluies abondantes ont favorisé la récolte de tabac dans les parties de l'île où cette plante précieuse est cultivée.

L'ouverture Verdalle se trouvait à la Havane et devait entreprendre une grande ascension le 21 de ce mois.

Le sloop de Boston.—Les journaux de Boston complètent les versions les plus contradictoires qui l'ont mêlé du prétendu Webster. Un autre assassinat d'abord que le prisonnier indiqué d'un autre parfait, puis que un autre individu a été accusé, maintenant mis en liberté. Toutes ces versions ne servent qu'à jeter de plus en plus de doute sur cette affaire. Le prisonnier [illegible]

FRANCE

IMPOT SUR LES BOISSONS.

L'Assemblée a adopté la loi dont la teneur suit:

Art. 1er. L'art. 3 de la loi du 19 mai 1849, portant que, à partir du 1er janvier 1850, l'impôt sur les boissons sera aboli, est abrogé.

Art. 2. L'impôt sur les boissons, tel qu'il est établi par la législation actuellement en vigueur, est maintenu pour l'année 1850.

Art. 3. Une commission de quinze membres, nommée dans les bureaux, procédera immédiatement à une enquête sur l'état de la production et de la consommation des vins et des esprits, sur l'influence qu'exerce en cette matière l'impôt des boissons, et sur les modifications qu'cet impôt peut recevoir.

Le rapport et les résultats de l'enquête, ainsi que les modifications dont la législation actuelle serait jugée susceptible, seront soumis à l'Assemblée législative avant le 1er juillet 1850.

L'IMPOT DES BOISSONS EST RETABLI.

Nous lisons dans la *Presse*:

L'impôt des boissons est rétabli! Ainsi l'a décidé aujourd'hui l'Assemblée législative à une majorité de 418 voix contre une minorité de 345 voix.

Ce vote marquera une date mémorable dans l'histoire de la présidence de M. Louis-Napoléon Bonaparte. Dieu veuille que cette date ne soit pas funeste!

Si nous avions attaché nos espérances aux révolutions de l'avenir, nous pourrions nous réjouir secrètement de ce vote. Mais dévouée que nous sommes au progrès pacifique, à la liberté dans l'ordre, nous le déplorons ouvertement.

Le vote d'aujourd'hui sera pour la majorité ce qu'a été la loi du sacrilège pour la Restauration, l'indemnité Pritchard pour la monarchie de 1830. C'est un démi de justice; c'est un aveu d'impuissance; c'est une vanité d'impopularité; c'est un défi à l'opinion!

De parmis votes ne tombent pas dans l'urne parlementaire sans retentir en échos de haine dans le cœur du peuple.

A quoi donc voulez-vous maintenant que croient les masses, ces masses redoutables et souverraines que la République a investies du suffrage universel, et dont on semble mépriser la reconnaissance pour ne tenir que leur vengeance! Aquoi voulez-vous qu'elles croient? Tous les pouvoirs leur ont promis l'amélioration de leur sort, l'allégement de leurs charges. Tous les ont flattées, tous les ont trompées. Et c'est ainsi que de déception en déception les masses en sont venues à ce point de ne plus croire à la société, et de ne concevoir que leur désespoir.

Que la responsabilité de cette situation et des périls qu'elle nous prépare retombe sur ceux qui l'acceptent si légèrement! Quant à nous, nous la repoussons énergiquement.

ROME.

On écrit au *Journal des Débats*, le 20 décembre:

"Les comtes Gabriel et Louis Mastai, frère et neveu du Pape, sont arrivés le 18 de Portici. Leur retour donne une nouvelle probabilité à la prochaine rentrée de Pie IX, sans en déterminer davantage l'époque. On dit toujours ce retour subordonné à la conférence de Gaëte, qui ne paraît pas être encore tout-à-fait réglée. La ville est toujours dans l'attente, mais assez calme, excepte cependant dans les régions du haut commerce, où l'inquiétude est toujours grande.

"La commission des trois cardinaux, par une notification en date du 14 décembre, vient de décréter la liquidation de la Banque romaine; elle garantit les billets en circulation, qui seront échangés contre des billets pontificaux, et annonce la création prochaine d'un nouvel établissement du même genre sous la haute surveillance du pouvoir.

"Quant à la population proprement dite, cette grave mesure n'a point été jugée avec défaveur. Elle n'intimide aucune perte sur le marché, puisque les billets seront intégralement échangés contre des bons pontificaux d'une valeur égale. Mais il en est tout autrement parmi les détenteurs d'actions. Ceux-ci, en général, prises ou riches propriétaires, se sont montrés les plus partisans de la République. Ils ont été les premiers à prendre la fuite, et ils seront ceux sur lesquels tomberont les plus rudes coups de la confiscation et du séquestre. Ils trouvent donc très peu agréable d'être atteints une seconde fois par la confiscation, après l'avoir déjà été une troisième fois par la fondation du 14. Aussi se plaignent-ils hautement, ayant eu leurs réclamations examinées par la commission du Quirinal. Ils ont envoyé à Portici le prince Rospigliosi et le prince Odescalchi. La mesure sera-t-elle modifiée par le Pape? La chose n'est point impossible. D'abord on dit qu'elle a été prise à son insu; on ajoute qu'elle ne saurait être indifférente au cardinal-secrétaire d'Etat, mais, d'autre part, on prétend que les trois cardinaux de la commission ont menacé de donner leur démission en cas de non-approbation. Alors il serait probable que la mauvaise foi aurait été jouée